

JeuneAfrique.com, le 18

Mali : Cheick Modibo Diarra accélère sur la voie de l'union nationale

18/07/2012 à 09h:25 Par Jeune Afrique



Cheick Modibo Diarra et Blaise Compaoré, le 17 juillet 2012 à Ouagadougou

Avait-il besoin des pressions « amicales » de l'Union africaine et de la Cedeao pour accélérer le pas sur la voie de l'unité nationale ? Toujours est-il que le Premier ministre malien de transition, Cheick Modibo Diarra, a fait une nouvelle fois le voyage de Ouagadougou, mardi 17 juillet, pour y présenter au président Blaise Compaoré, médiateur dans la crise malienne, sa feuille de route – exactement trois mois après sa nomination : il était temps.

Lundi, Diarra avait déjà promis dans une allocution télévisée un « cadre consultatif comprenant toutes les forces vives », premier pas vers la formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale. Un nouvel exécutif vu avec suspicion à Kati, le QG de la junte malienne qui garde toujours les commandes à Bamako, après son coup d'État du 21 mars.

Cheick Modibo Diarra n'a plus le temps d'attendre. Il est très critiqué à l'étranger, mais aussi (en sourdine) par la plupart des forces politiques maliennes, pour n'avoir pas su imposer sa volonté au leader des putschistes, Amadou Haya Sanogo, qui reste très populaire et se fait construire dans son camp militaire une résidence fortifiée aux allures de palais présidentiel bis. Pendant ce temps, des soldats « incontrôlés » se livrent à toute sorte d'exactions, allant de du racket et de l'extorsion à l'agression de journalistes.

Deux missions principales

La feuille de route présentée à Blaise Compaoré détaille les différents objectifs du gouvernement en fonction de ses deux missions principales, à savoir « la gestion de la crise dans le Nord du Mali », occupé par des forces armées islamistes et/ou indépendantistes, et « l'organisation d'élections libres, transparentes et démocratiques ».

La Cedeao est prête à envoyer quelque 3 000 hommes au Mali pour aider l'armée à reprendre le Nord, mais attend une demande formelle de Bamako ainsi qu'un mandat de l'ONU. L'organisation mondiale attend quant à elle un plan d'intervention très détaillé pour apporter sa caution à une intervention qui pourrait aggraver les difficultés des habitants et renforcer la popularité des groupes islamistes. Lesquels savent comment séduire les populations pauvres en leur apportant l'aide et le soutien que l'Etat, en 50 ans d'indépendance, ne leur a jamais réellement fourni.

Audit de l'armée malienne

Pour dresser ce plan détaillé, un « audit » est en cours de réalisation par des experts militaires de la Cedeao afin d'évaluer d'abord l'état de l'armée malienne. « Il va falloir que nous puissions écrire des requêtes très précises pour les Nations unies, l'Union africaine et la Cedeao », a expliqué le Premier ministre malien à Ouagadougou. Il a également affirmé, comme à Alger, que les autorités de transition restaient ouvertes « à la négociation » avec certains groupes armés non terroristes (c'est à dire Ansar Eddine et le Mouvement national de libération de l'Azawad, MNLA). Mais il a ajouté qu'elles préparaient aussi « minutieusement l'option militaire » par « une réorganisation de la chaîne de commandement » de l'armée, « l'équipement, la formation » et « la motivation » des soldats.

Reste la question du président de transition, Dioncounda Traoré, qui a été agressé à Bamako avec la complicité passive de soldats de la junte (voir la vidéo) et qui est depuis en exil médical à Paris. « Il a une irrésistible envie de rentrer au pays », a témoigné le Premier ministre qui l'a rencontré le week-end dernier à Paris, où il l'a trouvé « en excellente forme » et avec un « moral d'acier ». Aucune date pour son retour n'a cependant été fixée.